

ANNEXE N°2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT : **QUESTIONNAIRE SUR LA TRAÇABILITÉ SOCIALE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT**

Les soumissionnaires sont invités à renseigner le questionnaire ci-dessous dénommé "**Cadre de réponse sur la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement**".

Ce questionnaire n'a pas de caractère obligatoire.

Les éléments de réponse apportés doivent être clairs, fiables, transparents et documentés.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le **caractère informatif des réponses** mentionnées dans ce document. Quand l'information n'est pas disponible, le candidat indique « non maîtrisé » à la question concernée.

Exemples de moyens de preuve / documentation (liste non exhaustive) :

- 1) Pour les candidats soumis à la loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre : plan de vigilance et rapport de suivi dans sa mise en oeuvre¹
- 2) Certifications (ex. : SA 8000), attestation d'organismes tierces indépendants, adhésion à des initiatives sectorielles multipartites
- 3) Rapport d'audit interne, déclaration des fabricants, codes de conduite, etc.

Ces moyens de preuve doivent pouvoir attester de la conformité des conditions sociales de travail, tout au long de la chaîne de production, avec les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relatives aux principes et droits fondamentaux au travail.

Raison sociale du titulaire :

Fourniture de panneaux photovoltaïques :

préciser le(s) modèle(s) et joindre un questionnaire distinct si des réponses différentes sont nécessaires selon modèles

Thème	Description de la chaîne de production	
	Type de réponse attendue	Si l'information n'est pas disponible
Lieux géographiques des sites d'extraction minière <i>Si plusieurs sites, en préciser le nombre et les différentes implantations géographiques</i>	Lister	
Le candidat peut-il garantir que les minerais ne sont pas issus de zones de conflit ? Si non, quelle solution le candidat prévoit-il d'adopter ?	Oui/non <i>Si oui, fournir le justificatif</i>	
Lieux géographiques de fabrication des composants <i>Si plusieurs lieux géographiques les préciser</i>	Lister	

¹<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034290626&categorieLien=id>

Lieux géographiques d'assemblage des produits <i>Si plusieurs lieux géographiques, les préciser</i>	<i>Lister par famille de produits</i>	
Lieux géographiques des autres stades de la chaîne de production <i>Si plusieurs lieux géographiques, les préciser</i>	<i>Lister</i>	
Nombre de fournisseurs pour une même chaîne d'approvisionnement (depuis la fabrication jusqu'à la livraison au titulaire)	<i>Préciser</i>	
Qualité (nature des activités) et nombre des fournisseurs de rang 1 (fournisseurs directs)	<i>Préciser</i>	
Qualité (nature des activités) et nombre des fournisseurs de rangs, 2, 3, etc. (fournisseurs de fournisseurs)	<i>Préciser</i>	
Le candidat a-t-il mis en place un système de traçabilité et de contrôle de sa chaîne d'approvisionnement et/ou de celle de ses fournisseurs ? Si oui, décrire le système de vérification : nature de l'organisme qui conduit les vérifications ou l'audit, nature des sites ciblés par la vérification, nature des éléments vérifiés, fréquence des vérifications, nature des documents produits après les vérifications, etc. <i>Le candidat précisera en quoi le système de traçabilité mis en place peut-il être considéré comme transparent et indépendant.</i> Ces informations se limitent aux prestations objet du marché et non aux activités autres potentielles du fabricant.	<i>Décrire</i>	
En cas de constatation de situations de violation des conventions fondamentales relatives aux droits humains au travail, le candidat engage-t-il un plan d'actions correctives ? Si oui, le candidat peut-il donner des illustrations ? Si non, cette démarche est-elle en cours de définition/validation ? Ces informations se limitent aux prestations objet du marché et non aux activités autres potentielles du fabricant.	<i>Décrire</i>	
Le candidat est-il soumis aux obligations de la loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (loi n°2017-399 du 27 mars 2017) ?	Oui / non <i>Si oui, décrire les actions entreprises et communiquer le plan de vigilance adopté (ou un lien de téléchargement) ainsi que le dernier rapport annuel de suivi</i>	
Le candidat est-il membre d'une initiative multipartite ou d'une organisation engagée en faveur du respect des droits humains fondamentaux au travail ?	Oui / non <i>Si oui, mentionner l'initiative et fournir le justificatif d'adhésion</i>	
Le candidat a-t-il défini et formalisé une stratégie en matière de responsabilité sociale et sociétale en direction de ses fournisseurs ? Si oui, la décrire et préciser les points de vigilance identifiés et les actions préventives engagées notamment en faveur de délais de livraison et de cadences de travail dans les usines de fabrication	Oui/non <i>Si oui, fournir le justificatif</i>	

compatibles avec des conditions sociales de travail décentes Si non , cette stratégie est-elle en cours de définition/validation ?		
--	--	--